

MARTINE CLÉMENT, PRÉSIDENTE D'HONNEUR D'ORGALIME

« Les PMI mécaniciennes doivent être plus visibles. »

Selon Martine Clément, les PMI mécaniciennes doivent apprendre à chasser en meute, consolider leurs fonds propres et transformer leur image afin d'être plus visible en France et dans le monde.

cetiminfos

Vous venez de présenter au Conseil économique, social et environnemental (CESE) un état des lieux et les perspectives d'avenir de la mécanique française. Pouvez-vous nous en donner les grandes lignes ?

Martine Clément : L'industrie mécanique française est quasiment invisible, sans doute à cause de sa dispersion. C'est un domaine très technique dont la faible rentabilité décourage le monde financier. De plus, malgré les pôles de compétitivité et les Instituts Carnot, la recherche ne s'intéresse pas assez aux préoccupations des entreprises. Bien qu'au sixième rang mondial en mécanique, la France est déficitaire dans ses échanges alors que l'Allemagne couvre ses importations à 177 % et l'Italie à 200 % ! La France est 4^e mondiale en dépôts de brevets, mais reste trop centrée sur l'Europe. Nos PME ne coopèrent pas suffisamment avec leurs partenaires en matière d'innovation et de prospection. Elles ne savent pas non plus « chasser en meute » les grands contrats. Pourtant, le programme Acamas montre que 20 % des entreprises participantes ont des projets d'exportation sur de nouveaux territoires. 10 % préparent une implantation à l'étranger, parfois *via* des filiales communes. Face à la détention capitalistique des groupes étrangers en France, la transmission familiale des activités industrielles, plus sûr garant d'une

politique à long terme, est très faible : 6 % des transmissions contre 58 % en Allemagne et 72 % en Italie. Enfin, l'industrie mécanique peine à embaucher des techniciens et des opérateurs en raison d'une image ancienne sans rapport avec la réalité et du désintérêt de l'Éducation nationale.

cetiminfos

L'Orgalime a créé l'European Factories of the Future Research Association (EFFRA). Pourquoi ce nouvel outil ?

Martine Clément : J'ai lancé Manufuture à Milan, il y a plusieurs années, pour développer une stratégie et un plan de travail. Ce projet réunit 350 à 400 participants dont 90 % sont des centres de recherche. Malheureusement, Manufuture n'arrive pas à « tirer l'industrie » : sa bonne participation au 5^e PCRD a chuté au 6^e et au 7^e. Face à l'absence de programme européen sur la mécanique et de planification des centres de recherche, l'Effra veut redonner à l'industrie une place de leader pour déterminer les domaines de recherche. Créée en avril 2009, elle regroupe huit associations nationales et l'Orgalime pour participer au programme « Facts of the future » qui comprend trois projets : les technologies de production, la voiture verte, l'efficacité énergétique dans le bâtiment. Les chevilles ouvrières en France sont Philippe Contet, de la FIM, et Daniel Richet, du Cetim. Le lien est évidemment étroit avec Mécafuture.

cetiminfos

Quelles priorités d'avenir avez-vous identifiées pour l'industrie mécanique française ?

Martine Clément : La France garde un fort potentiel avec des leaders dans leurs métiers, un très riche tissu de PME et une main-d'œuvre hautement qualifiée. Mais il faut renforcer les fonds propres, améliorer la collaboration entre les acteurs, rendre à l'industrie mécanique son image de modernité et valoriser sa place au cœur de la technologie industrielle. Les entreprises mécaniciennes du site France doivent mieux passer du brevet à l'innovation. Elles doivent diversifier leurs débouchés et mieux maîtriser les pratiques juridiques, en particulier pour les échanges de connaissances. La crise les a frappées alors qu'elles commençaient à améliorer leur situation mais n'avaient pas encore accumulé suffisamment de moyens. Elles achètent 4 000 robots par an, contre 6 500 pour les italiens et 16 000 pour les allemands ! Les pouvoirs publics doivent les aider à renforcer leur capacité financière et agir pour garder les centres de décisions en France. Il faut poursuivre l'investissement dans les infrastructures d'intérêt public, renforcer les dispositifs d'accès à la recherche et veiller à ce qu'ils soient toujours très accessibles aux PME. Il faut enfin améliorer l'attractivité fiscale du site France, donner sa juste place à la mécanique dans le système de formation et valoriser les compétences des salariés. ■ MB

